

**Accord professionnel**  
**INDUSTRIES DU BOIS**

ACCORD DU 20 MARS 2012  
RELATIF À LA COMMISSION PARITAIRE NATIONALE DE L'EMPLOI  
NOR : ASET1251194M

**PRÉAMBULE**

Les signataires conviennent que les dispositions contenues dans ce présent accord annulent et remplacent toutes dispositions contenues dans tout accord collectif de branche antérieur ayant le même objet.

**Champ d'application**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant des activités suivantes :

	RÉFÉRENCE	
	NAPE	NAF
Importation de bois pour les entreprises ou établissements dont l'activité principale d'approvisionnement résulte de l'achat à l'importation, ou sur les marchés internationaux ; lesdites opérations étant supérieures à 50 % des achats totaux de bois et dérivés du bois	5907	51.5E
Scieries relevant du régime de travail du ministère du travail	4801	20.1A
Fabrication de parquets et lambris en lames	4803	20.1A
Fabrication de parquets assemblés en panneaux	4803	20.3Z
Moulures, baguettes	4803	20.3Z
Bois de placages, placages tranchés et déroulés	4804	20.2Z
Production de charbon de bois		24.1G
Panneaux de fibragglos	4804	26.6J
Poteaux, traverses, bois injectés	4804	20.1A
Application de traitement des bois	4804	20.1B
Emballages en bois (caisses, tonnellerie, emballeurs)	4805	20.4Z
Emballages légers en bois, boîtes à fromage	4805	20.4Z
Palettes	4805	20.4Z
Tourets	4805	20.4Z
Objets divers en bois (matériel industriel, agricole et ménager en bois, bois multiplis multiformes)	4807	20.5A
Fibres de bois	4807	20.1A

	RÉFÉRENCE	
	NAPE	NAF
Farine de bois	4807	20.1A
Articles de sport à l'exclusion des ballons, matériels divers pour sports nautiques, matériels de camping	5402	36.4Z
Articles de pêche (pour les cannes et lignes)	5402	36.4Z
Fabrication d'articles en liège	5408	20.5C
Commerce de gros de liège et articles en liège	5907	51.5E
Commerce de détail de liège et articles en liège	6422	51.4S

A l'exception des entreprises dont l'activité principale est consacrée au pin maritime dans les zones de la forêt de Gascogne.

## CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

### Article 1<sup>er</sup>

Les parties signataires conviennent de définir le rôle et les modalités de fonctionnement de la commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE), habilitée à se prononcer sur les questions entrant dans sa compétence pour les activités comprises dans le champ d'application défini ci-dessus.

## CHAPITRE I<sup>ER</sup>

### RÔLE DE LA COMMISSION PARITAIRE NATIONALE DE L'EMPLOI

### Article 2

La CPNE est compétente pour délibérer de toutes les questions relatives à l'emploi et à la formation professionnelle des salariés des entreprises relevant du secteur des industries du bois et de l'importation des bois.

En cas d'effet sur les dispositions conventionnelles ou contractuelles, les conclusions des travaux de la CPNE sont transmises aux partenaires sociaux pour évaluer les suites à donner en commission paritaire.

### Article 3

La CPNE aura pour mission, en matière d'emploi et de formation professionnelle :

- de participer à l'étude des moyens de formation, de perfectionnement et de réadaptation professionnels, existant pour les différents niveaux de qualification ;
- de participer à toutes les mesures et opérations favorisant l'insertion des jeunes et l'apprentissage ;
- de rechercher, avec les pouvoirs publics et les organismes intéressés, nationaux et internationaux, les mesures propres à assurer la pleine utilisation, l'adaptation et le développement de ces moyens ;
- de formuler à cet effet toutes observations et propositions utiles et notamment de préciser en liaison avec les organismes dispensateurs de formation, les critères de qualité et d'efficacité des actions de formation, les conditions d'évaluation des actions de formation ;
- de promouvoir une politique concertée en matière d'emploi et de formation professionnelle en liaison avec les pouvoirs publics, les administrations, les organisations professionnelles et les organismes de formation concernés ;
- de suivre, dans le cadre des attributions qui leur sont dévolues l'application des accords conclus au niveau de la branche en matière d'emploi et de formation professionnelle ;

- de se prononcer sur toutes les missions qui sont dévolues à la CPNE par l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 et par l'accord national du 6 décembre 2011 dans les industries du bois et de l'importation des bois ;
- de concourir, le cas échéant avec l'aide des pouvoirs publics et organismes concernés, à la mise en place et au fonctionnement d'un observatoire prospectif des métiers et des qualifications ;
- de suivre l'application des accords conclus à l'issue de la négociation triennale de branche sur les objectifs, les priorités et les moyens de la formation professionnelle ;
- d'examiner périodiquement l'évolution quantitative et qualitative des emplois et des qualifications au sein des secteurs d'activité, visés dans le champ d'application, en tenant compte notamment des travaux réalisés par l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications ;
- d'examiner les moyens mis en œuvre pour favoriser l'embauche des titulaires d'un contrat de professionnalisation ;
- de définir, concernant la période de professionnalisation, les priorités, les critères et l'échéancier au regard desquels l'OPCA de branche examine les demandes de financement présentées par les entreprises ;
- d'examiner, concernant les modalités spécifiques de financement des actions d'information des jeunes et des salariés sur les besoins et les moyens de la formation, les conditions dans lesquelles sont assurées ces actions d'information et de conseil des PME.

#### **Article 4**

La CPNE sera consultée également :

- préalablement à la conclusion de contrats d'études sur les perspectives d'évolution des emplois et des qualifications au niveau des professions des industries du bois et de l'importation des bois, dès lors que sont sollicités des concours financiers de l'Etat. Elle sera également informée des conclusions de ces études ;
- préalablement à la conclusion d'engagements, de développement de la formation entre l'Etat et les professions des industries du bois et de l'importation des bois. Elle sera informée de l'exécution de cet ou ces engagements ;
- préalablement à la création et à la mise œuvre d'un certificat de qualification professionnelle dans un des secteurs d'activité concernés par le présent accord.

#### **Article 5**

La CPNE devra procéder également périodiquement à l'examen :

- de l'évolution des diplômes et titres définis par les instances relevant du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ou du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- si nécessaire, du bilan de l'ouverture ou de la fermeture des sections d'enseignement technologique et professionnel et des sections de formation complémentaire en tenant compte des particularismes régionaux ;
- de l'évolution des qualifications professionnelles ou des préparations aux diplômes de l'enseignement technologique qui leur paraissent devoir être développées dans le cadre du contrat de professionnalisation ;
- des informations sur les activités de formation professionnelle continue et initiale (contenus, objectifs, validations) menées dans la profession.

## CHAPITRE II

### FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PARITAIRE NATIONALE DE L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES DU BOIS ET L'IMPORTATION DES BOIS

#### **Article 6**

La CPNE est composée de deux représentants par organisation syndicale de salariés représentative au niveau national et, côté employeur, d'un nombre de représentants égal à celui du collège salarié.

#### **Article 7**

La CPNE se réunit au moins 3 fois par an. La convocation doit parvenir aux membres de la CPNE au moins 15 jours avant la date de la réunion prévue. La convocation est adressée aux membres de la CPNE par le secrétariat de celle-ci.

#### **Article 8**

Les comptes rendus seront rédigés par le secrétariat de la CPNE et adressés aux membres de celle-ci dans les 2 mois qui suivent la date de la réunion.

#### **Article 9**

Le secrétariat de la CPNE est assuré par la délégation patronale.

#### **Article 10**

La CPNE élit en son sein un président et un vice-président dont la durée du mandat est fixée à 2 ans. Le poste de président doit être assuré alternativement par un représentant patronal et un représentant salarié. Le poste de vice-président est automatiquement occupé par un représentant de l'autre collège.

Le vice-président préside les réunions de la CPNE en cas d'empêchement du président.

Conjointement avec le vice-président, le président arrête l'ordre du jour de la réunion.

#### **Article 11**

La rémunération des représentants salariés à la CPNE est maintenue par leur entreprise. Les frais de déplacement, d'hébergement et de repas sont remboursés, dans les meilleurs délais, selon les modalités applicables dans le cadre de la convention collective du travail mécanique du bois. Il est fait dans ce cadre application de l'accord du 9 juin 2009 relatif à l'organisation de la négociation collective et des relations sociales dans les industries du bois et l'importation des bois et de ses modalités d'application.

## CHAPITRE III

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### **Article 12**

Le présent accord se substitue à toutes les dispositions qui auraient pu être conclues antérieurement, relatives au même objet et qui auraient liées l'une quelconque des organisations patronales et syndicales visées dans le champ d'application du présent accord.

#### **Article 13**

##### *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent à la partie patronale d'effectuer le dépôt auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ainsi que les procédures de demande d'extension du présent accord.

## **Article 14**

### *Adhésion*

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et modalités prévues à l'article L. 2261-3 du nouveau code du travail.

## **Article 15**

### *Dénonciation. – Révision*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de la fin du préavis.

Fait à Paris, le 20 mars 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FNB ;  
GPFFB ;  
FNSL ;  
SNPCBCF ;  
SEI ;  
FFT ;  
FNIB ;  
UNFFB ;  
FABOMU ;  
UFFEP ;  
FNIMTMB ;  
FNMIAMB ;  
GIFAP ;  
CB ;  
SNIELB ;  
SNFMF ;  
SNAPB ;  
FIFAS ;  
SISP ;  
FBT.

### **Syndicats de salariés :**

BATIMAT-TP CFTC ;  
FNCB CFDT ;  
FBBPCC CGT-FO.